

---

## **ASSOCIATION CITE THEATRE**

**Théâtre de la Cité internationale**  
21, boulevard Jourdan  
75014 PARIS

---

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

5, rue Lespagnol - 75020 PARIS  
Tél : 33 (0)1 44 93 10 30 - Fax : 33 (0)1 44 93 10 39  
E-mail : [paris20@gmba.fr](mailto:paris20@gmba.fr)  
Site internet : [www.gmba-allinial.com](http://www.gmba-allinial.com)

SARL au capital de 75 812,90 euros - 612 007 690 RCS PARIS - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 01612007690  
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Parisienne  
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris  
Membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International



Notre engagement  
responsable depuis  
**2012**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

À l'Assemblée Générale

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Cité Théâtre relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note 3.9 de l'annexe expose l'application de la convention avec la CIUP et le provisionnement de l'ancienne contribution en nature sur le différentiel entre l'amortissement des travaux de réhabilitation et celui de la subvention constatée en

charge chez la CIUP. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés de la correcte évaluation et information en annexe de la convention.

La note 3.11 de l'annexe expose les modalités d'évaluation des produits constatés d'avance. Dans le cadre de nos appréciations nous nous sommes assurés du bien-fondé de ces évaluations et de la correcte application des méthodes décrites en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette

incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 17 juin 2025  
Le Commissaire aux comptes



**GMBA Séléco**

Représentée par  
**Virginie DORMEUIL**

## BILAN ACTIF

Exercice du : 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice 2024 (Règlement 2018-06)			Exercice 2023 (Règlement 2018-06)
	Brut	Amort. et prov.	Net	
<b>Actif immobilisé :</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	94 300	94 300	0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Install.techn. Mat & outill.indust.	557 441	504 534	52 907	74 014
Autres immobilisations corporelles	1 349 969	1 092 478	257 491	177 255
<b>Immobilisations financières</b>	340		340	340
<b>TOTAL I</b>	<b>2 002 050</b>	<b>1 691 311</b>	<b>310 738</b>	<b>251 609</b>
<b>Actif circulant :</b>				
<b>Stocks :</b>				
Marchandises	7 165		7 165	6 929
<b>Créances :</b>				
Créances clients, usages et comptes rattachés	26 796		26 796	88 011
Subventions à recevoir	109 075		109 075	58 041
Etat Produits à recevoir	0		0	6 350
Fournisseurs débiteurs	10 744		10 744	708
Personnel et produits à recevoir	880		880	204
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	50 574		50 574	40 814
Autres impôts et taxes	0		0	0
<b>Total autres créances</b>	<b>171 273</b>	<b>0</b>	<b>171 273</b>	<b>106 118</b>
<b>Disponibilités</b>				
Acomptes billetterie et bar				
Autres titres	15 128		15 128	14 991
Comptes bancaires	368 100		368 100	495 943
Caisses	8 305		8 305	2 557
<b>Total disponibilités</b>	<b>391 533</b>	<b>0</b>	<b>391 533</b>	<b>513 491</b>
Charges constatées d'avance	22 502		22 502	13 654
<i>Document établi le 28-04-2025</i>				
<b>TOTAL II</b>	<b>619 268</b>	<b>0</b>	<b>619 268</b>	<b>728 203</b>
Comptes de régularisation				
<b>TOTAL ACTIF (I+II)</b>	<b>2 621 319</b>	<b>1 691 311</b>	<b>930 006</b>	<b>979 812</b>



BILAN PASSIF		
Exercice du : 01/01/2024 au 31/12/2024		
PASSIF	Exercice 2024 (Règlement 2018-06)	Exercice 2023 (Règlement 2018-06)
<b>Fonds propres :</b>		
Fonds propres complémentaires	59 402	59 402
Report à nouveau	100 292	82 751
Excédent ou déficit de l'exercice	35 930	17 541
Subventions d'investissement	101 910	48 394
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>297 534</b>	<b>208 088</b>
<b>Provisions pour risques et charges :</b>		
Provisions pour risques	0	65 927
Provisions pour charges	75 362	68 249
<b>TOTAL PROVISIONS (II)</b>	<b>75 362</b>	<b>134 176</b>
<b>Emprunts et Dettes :</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Avances et acomptes reçus sur commande	11 719	7 389
Fournisseurs et comptes rattachés	167 396	203 398
Personnel	110 800	120 572
Organismes sociaux	169 556	174 852
Etat tva collectée	3 905	15 856
Autres dettes fiscales et sociales		
Fournisseurs immobilisations	0	0
Autres dettes dont CIUP	57 923	61 649
Produits constatés d'avance	35 811	53 831
<b>TOTAL DETTES (III)</b>	<b>557 110</b>	<b>637 549</b>
Comptes de régularisation		
<b>TOTAL PASSIF (I+II+III)</b>	<b>930 006</b>	<b>979 812</b>

## COMPTE DE RESULTAT

Exercice du : 01/01/2024 au 31/12/2024

Compte de résultat	Exercice 2024 (Règlement 2018-06)	Exercice 2023 (Règlement 2018-06)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
<b>Ventes de biens et services</b>		
- Ventes de biens		
- Ventes de prestations de services	893 138	905 649
- Ventes de marchandises		
- Production stockée		
- Production immobilisée		
<i>Chiffre d'affaires Net (selon règlement CRC 99-01)</i>		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
- Concours publics et subvention d'exploitation	2 002 066	2 021 623
- Subventions d'exploitation		
- Mécénats	421 032	408 870
- Legs, donations, assurances-vie		
- Contribution financières		
Reprise sur provision et transfert de charges	102 731	116 309
Utilisation de fond dédiés		
Autres produits	214	107
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>3 419 182</b>	<b>3 452 558</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises et variations de stocks	166 407	166 889
Autres achats et charges externes	1 187 970	1 250 596
Impôts, taxes et versements assimilés	60 989	52 597
Salaires et traitements	1 323 035	1 316 774
Charges sociales	562 246	548 156
Dotations aux amortissements et aux provisions	73 562	71 874
Dotations aux provisions pour risques et charges	7 112	4 368
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	39 087	52 880
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>3 420 409</b>	<b>3 464 135</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-1 228</b>	<b>-11 576</b>
<b>Produits financiers</b>		
Autres intérêts et produits financiers	15 751	12 770
<b>TOTAL III</b>	<b>15 751</b>	<b>12 770</b>
<b>Charges financières</b>		
Autres intérêts et charges financières		0
<b>TOTAL IV</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>15 751</b>	<b>12 770</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>14 524</b>	<b>1 194</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	21 407	16 348
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>21 407</b>	<b>16 348</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provision	0	0
<b>TOTAL VI</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>21 407</b>	<b>16 348</b>
Impôts sur les bénéfices (VII)	0	0
Report sur ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Engagement à réaliser sur ressources affectées		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>3 456 340</b>	<b>3 481 676</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)</b>	<b>3 420 409</b>	<b>3 464 135</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>35 930</b>	<b>17 541</b>

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 2024 (Règlement 2018-06)	Exercice 2023 (Règlement 2018-06)
<b>PRODUITS</b>		
Contribution en nature (CIUP)	56 572	56 572
Mise à disposition des locaux CIUP>TCI	718 602	750 240
<b>CHARGES</b>		
Compensation aux travaux de rénovation de deux salles	56 572	56 572
Mise à disposition des locaux CIUP>TCI	718 602	750 240



**ANNEXES****Exercice du : 01/01/2024 au 31/12/2024**

L'Association Cité Théâtre, dont le nom d'usage est « Théâtre de la Cité internationale », créée le 29/01/2016 par déclaration auprès de la Préfecture de police de Paris, poursuit les missions suivantes :

- une mission liée à la création et à la diffusion pluridisciplinaire dans le domaine de la création contemporaine et en particulier du spectacle vivant, notamment par une politique de résidence dans une logique de soutien et d'accompagnement des parcours d'artistes ;
- une mission liée à l'expérimentation, à la recherche et à l'insertion professionnelle dans une logique de partenariats et d'accueil, en lien avec l'enseignement supérieur et les universités.
- une mission visant à organiser, dans son aire d'implantation, une action d'éducation artistique et de développement culturel favorisant de nouveaux comportements à l'égard de la création artistique et une meilleure insertion sociale de celle-ci en organisant la rencontre entre créateurs, interprètes et publics.

Elle déploie son activité dans des locaux mis à disposition à titre gracieux par la Cité internationale universitaire de Paris (CiuP), et dispose dans ce cadre de trois salles de spectacle, d'un Café, de bureaux et de locaux techniques au sein de la Maison Internationale de la CiuP.

**I. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Avant affectation, l'exercice clos le 31/12/2024 présente un total bilan de : 930 006 Euros.

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, présente un bénéfice de :  
+ 35 930 Euros.

Le total des produits du compte de résultat de l'exercice est de : 3 456 340 Euros.

Le total des charges du compte de résultat de l'exercice est de : 3 420 409 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 à jour des règlements subséquents relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ce dernier règlement a impliqué un changement de présentation des comptes annuels à compter de 2020. La présentation 2024 est ainsi en continuité de la présentation des trois précédents exercices.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## **II. FAITS MARQUANTS**

### **2.1. Faits pertinents affectant les comptes**

L'année 2024 présente des caractéristiques semblables à l'exercice 2023, qui avait fait suite à 3 exercices marqués par les effets de la crise sanitaire (avec 2 années - 2020 et 2021 - fortement affectées par une baisse d'activité, et une année 2022 très dense). Le nombre de spectacles accueillis et de représentations s'établit à un niveau comparable à celui des moyennes de la période 2017-2019, avec une tendance à la baisse, déjà constatée lors du précédent exercice, qui se confirme. Et leur structure évolue avec un nombre sensiblement inférieur de représentations professionnelles payantes. Les effets de l'inflation des années post-covid, qui ont impacté les différents postes de dépenses, sont tangibles. L'ensemble de l'activité de l'association reste soutenu, au travers des actions artistiques et culturelles, du Café du Théâtre, et des locations d'espaces, qui pourraient avoir gagné un palier nouveau.

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

## **III. NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT**

### **3.1. Actif immobilisé**

Investissements (cf tableau joint)

Amortissements (cf tableau joint)

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais accessoires ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité qui correspond à la durée d'usage généralement admise, d'où l'absence d'amortissements dérogatoires.

Logiciels : 3 ans ; Agencements et aménagements : 10 ans ; Matériel de bureau et informatique : 3 ans ; Mobilier : 10 ans ; Autres : Matériel scéniques : 5 ans.

### **3.2. Stocks**

Les stocks sont évalués au coût d'achat et suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

### **3.3. Créances (cf. tableau joint)**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **3.4. Fonds Propres (cf. tableau joint)**

Les fonds propres ont évolué de la façon suivante :

Fonds propres au 31/12/2023 : + 208 088 €

Résultat Exercice au 31/12/2024 : + 35 930 €

Variation des subventions d'investissement : + 53 516 €

Fonds propres au 31/12/2024 : + 297 535 €

L'évolution des fonds propres découle du résultat excédentaire de l'exercice, ainsi que de la variation (en positif) des subventions d'investissement en 2024. Ces subventions sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000. Cette variation s'explique par le soutien en investissement apporté par la Région Ile-de-France en 2024 (pour les équipements scéniques lumière), par la Ville de Paris et l'Etat (pour les équipements scéniques lumière et pour l'opération de rénovation du parquet du gradin de la Galerie et de remplacement des fauteuils), mais aussi par la CRAMIF (pour les travaux et achats visant à améliorer l'ergonomie du personnel en cuisine du Café du théâtre).

**3.5. Provision pour risques et charges (cf. tableau joint)**

Les provisions pour risques sont constituées en vue de faire face à des pertes nettement précisées et probables. Tout comme en 2023, il n'y a pas de nouvelle provision constituée pour litige en 2024. La dernière provision constituée (pour droits d'auteurs non réclamés) avait été apurée en 2022 pour cause de caducité.

Dans les provisions pour risques et charges :

- La provision pour risque, d'un montant de 65,9K€ en début d'exercice 2024, correspondant aux allocations d'activité partielle perçues en 2021, est reprise au 31/12/2024, pour cause de caducité. En 2023, le montant de l'allocation d'activité partielle perçue en 2020 avait été repris. Ainsi, à la clôture de cet exercice 2024, la provision pour risque est apurée en totalité. Et ce montant est repris dans les produits du compte de résultat

- La provision pour charges correspond aux engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65-67 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de cotisations sociales),
- taux d'actualisation (lié au contexte économique) retenu à 3,2% comme en 2023.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève en 2024 à 75,3K€ contre 68,2K€ en 2023, soit une augmentation de +7,1K€ par rapport à l'exercice précédent.

**3.6. Fonds dédiés et reportés (cf. tableau joint)**

Il n'y a pas de fonds dédiés.

**3.7. Legs et donations (cf. tableau joint / fonds propres)**

Sans objet.

**3.8. Emprunts**

L'association n'avait plus d'emprunt en cours à la clôture de l'exercice 2023, et n'a pas conclu de nouvel emprunt en 2024.

**3.9. Contributions volontaires en nature (cf. compte de résultat)**

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite de locaux de la part de la Cité Internationale Universitaire de Paris. Cette mise à disposition fait l'objet d'une valorisation estimée à un montant de 718,6 K€, dans le cadre d'un audit, réalisé par le cabinet Mazars, se basant sur les dernières études statistiques relatives au marché de l'immobilier de Paris 14ème. Le précédent avis de France Domaine datait de novembre 2020. L'actualisation concerne une valorisation à la hausse des bureaux (538 m<sup>2</sup> concernés, avec une valorisation passant de 330€/m<sup>2</sup>/an à 353€/m<sup>2</sup>/an), et un ajustement à la baisse des locaux techniques (3 818 m<sup>2</sup> concernés, passant de 150€/m<sup>2</sup>/an à 139€/m<sup>2</sup>/an).

Dans les contributions volontaires en nature, il convient de souligner également la valorisation de 56,6 K€ correspondant à la part de dotation aux amortissements de travaux de réhabilitation du théâtre finalisés en 2004, non couverte par des subventions d'investissement versées par l'État et la Région à la Cité internationale universitaire de Paris. Ce montant vient en déduction de contribution de la Cité universitaire internationale de Paris versée à l'association. Le montant 2024 de 56,6 K€ est identique depuis 4 ans, et supérieur, de l'ordre de 12,2K€, par rapport au montant prévu par le plan d'amortissement pour la période 2020-2036, qui figure dans la convention pluriannuelle de mise à disposition des locaux, signée au moment de la création de l'association Cité Théâtre.

**3.10. Dettes (cf. tableau joint)****3.11. Produits constatés d'avance (cf. tableau joint)**

Le montant des PCA s'élève en 2024 à 35,8K€, contre 53,8 K€ en 2023.

Ces PCA concernent la proratisation des subventions d'actions artistiques et culturelles pour des projets liés aux saisons scolaires et universitaires (selon un ordre de grandeur et un raisonnement similaires aux exercices antérieurs).

**IV. AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES****4.1. Effectif moyen**

L'équipe salariée permanente est constituée au 31/12/2024 de 25 personnes (24 CDI et 1 CDD) + personnel en CDD (personnel intermittent, apprentis, remplacement, personnel d'accueil et du Café du Théâtre engagés à la saison).

En termes d'équivalent temps plein, l'effectif moyen est de 35,37 en 2024, contre 36,26 ETP en 2023 ; 36,95 ETP en 2022 ; 29,77 ETP en 2021 ; 27,3 ETP en 2020 ; et 33,8 ETP en 2019.

**4.2. Régime fiscal**

L'entité est un organisme à but non lucratif, soumis aux impôts commerciaux du régime de droit commun.

**4.3. Rémunérations des dirigeants**

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations brutes, pour l'exercice clos le 31/12/2024, versées aux trois plus hauts dirigeants salariés de l'association, s'élève à 213 177 €. Il s'agit de la rémunération brute, ne comportant pas d'avantages en nature.

Les cadres dirigeants, membres du Bureau de l'association, Présidente et Trésorière, ne perçoivent aucune rémunération.

**4.4. Honoraire du Commissaire aux comptes**

Les honoraires du Commissaire aux comptes au titre de la certification des comptes de l'exercice 2024 sont de 11 130 HT.

**4.5. Engagements hors bilan**

Il n'y a plus d'engagement hors bilan, l'emprunt contracté en 2018 auprès du Crédit Coopératif avec une garantie de Bpifrance Financement ayant été soldé au 31/03/2023.

**4.6. Evènements postérieurs à la clôture des comptes**

A la date d'arrêté des comptes, l'entité n'a pas connaissance d'évènements significatifs post-clôture.



## ETAT DES IMMOBILISATIONS

CADRE A	Valeur Brute en début d'exercice	Augmentations	
		apport	Acquisitions créances virements
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement			
Autres	94 300		0
<b>TOTAL</b>	<b>94 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions	Sur sol propre		
	Sur sol d'autrui		
	Générales, agencement		3 497
Installations	Techniques, matériel, outillage		127 167
	Matériel de transport		0
	de Bureau et informatique		2 027
Matériel	Mobilier		0
Emballages			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL</b>	<b>1 774 719</b>	<b>0</b>	<b>132 690</b>
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations			
Autres	Participations		
	Titres immobilisés		
Prêts et autres immobilisations financières	340		0
<b>TOTAL</b>	<b>340</b>		<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 869 360</b>		<b>132 690</b>

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale
	Virement	Cession		Valeur d'origine en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Autres			94 300	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>94 300</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	Sur sol propre			
	Sur sol d'autrui			
	Générales, agencement		557 441	
Installations	Techniques, matériel, outillage		1 168 973	
	Matériel de transport		8 742	
	de Bureau et informatique		100 924	
Matériel	Mobilier		71 330	
Emballages				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 907 409</b>	<b>0</b>
Participations				
Autres	Participations			
	Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			340	
<b>TOTAL</b>			<b>340</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 002 050</b>	<b>0</b>

## ETAT DES AMORTISSEMENTS

## CADRE A - Situation et mouvements de l'exercice

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Apport	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Autres	94 300		0	0	94 300
<b>TOTAL</b>	<b>94 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>94 300</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains					
Constructions					
Sur sol propre					
Sur sol d'autrui					
Générales, agencement	479 930		24 604		504 534
Installations					
Techniques, matériel, outillage	875 899		42 359		918 258
matériel de transport	7 552		1 190		8 742
Matériel					
de Bureau et informatique	88 739		5 409		94 148
Mobilier	71 330		0		71 330
Emballages					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>TOTAL</b>	<b>1 523 450</b>	<b>0</b>	<b>73 562</b>	<b>0</b>	<b>1 597 012</b>
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations					
Autres					
Participations					
Titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières					
<b>TOTAL</b>					
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 617 750</b>		<b>73 562</b>	<b>0</b>	<b>1 691 312</b>

<b>ETAT DES PROVISIONS</b>
----------------------------

<b>CADRE A - Situation et mouvements de l'exercice</b>				
--	--	--	--	--

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
<b>Actif circulant</b>				
Provision pour dépréciation clients				0
Provision pour dépréciation des stocks				0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provision pour litiges	0			0
Autres provisions pour risques et charges	134 176	7 112	65 927	75 362
<b>TOTAL</b>	<b>134 176</b>	<b>7 112</b>	<b>65 927</b>	<b>75 362</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>134 176</b>	<b>7 112</b>	<b>65 927</b>	<b>75 362</b>

## ETAT DES CREANCES

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	26 796	26 796	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	880	880	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	50 574	50 574	
Autres impôts et taxes		0	
Divers Etat produits à recevoir	109 075	109 075	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	10 744	10 744	
Charges constatées d'avance	22 502	22 502	
<b>TOTAL</b>	<b>220 571</b>	<b>220 571</b>	<b>0</b>

## ETAT DES DETTES

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	0	0	0	
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	167 396	167 396		
Personnel et comptes rattachés	110 800	110 800		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	165 704	165 704		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	3 464	3 464		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et taxes	4 292	4 292		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0		
Divers				
Groupes et associés				
Autres dettes	57 923	57 923		
Produits constatés d'avance	35 811	35 811		
<b>TOTAL</b>	<b>545 391</b>	<b>545 391</b>	<b>0</b>	



**CHARGES À PAYER**

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	95 853	95 807
Dettes fiscales et sociales	149 654	185 626
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>245 506</b>	<b>281 434</b>

**Détail des charges à payer**

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Fournisseurs FNP	95 853	95 807
Dettes fiscales et sociales		
Dettes prov pour congés payés et RTT	90 811	119 397
Charges sociales /CP	43 003	56 684
Autres charges sociales à payer	15 839	9 545
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>245 506</b>	<b>281 434</b>

PRODUITS A RECEVOIR		
PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières Créances clients et comptes rattachés Autres créances Valeurs mobilières de placement Disponibilités	0	6 350
<b>TOTAL</b>	-	<b>6 350</b>

Détail des produits à recevoir		
PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières Créances clients et comptes rattachés Autres créances Etat produits à recevoir Valeurs mobilières de placement Disponibilités Interets courus a recevoir	0	6 350
<b>TOTAL</b>	-	<b>6 350</b>

## PRODUITS ET CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits	D'exploitation	35 811	53 831
	Financiers		
	Exceptionnels		
TOTAL		35 811	53 831

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges	D'exploitation	22 502	13 654
	Financières		
	Exceptionnelles		
TOTAL		22 502	13 654

VARIATION DES FONDS PROPRES					
Libellé	Solde au début de l'exercice	Apport	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
<b>FONDS PROPRES</b>					
Patrimoine intégré					
Fonds statutaires					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
Fonds propres sans droit de reprise	59 402				59 402
Apports sans droits de reprise					
Legs donations					
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	48 394		74 923	21 407	101 910
Ecarts de réévaluation					
Indisponibles					
Réserves					
Statutaires					
Réglementées					
Autres					
Report à nouveau	82 751		17 541		100 292
Excédent ou déficit de l'exercice	17 541		35 930	17 541	35 930
<b>Situation nette</b>	<b>208 088</b>	<b>0</b>	<b>128 394</b>	<b>38 948</b>	<b>297 535</b>
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>					
Fonds propres					
Apports					
Legs et donations					
Résultat sous contrôle de tiers financeurs					
Ecarts de réévaluation					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
Provisions réglementées					
Droits des propriétaires					
<b>TOTAL</b>	<b>208 088</b>	<b>0</b>	<b>128 394</b>	<b>38 948</b>	<b>297 535</b>